

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service eau, environnement et forêt

ARRETÉ

modifiant l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 déclarant d'intérêt général et autorisant au titre de la législation sur l'eau la réalisation du programme de travaux de restauration et d'entretien pluriannuel des cours d'eau du bassin des Mauves présenté par le Syndicat Mixte du Bassin des Mauves et de ses Affluents, sur le territoire des communes de BACCON, BAULE, COULMIERS, HUISSEAU SUR MAUVES, LE BARDON, MEUNG SUR LOIRE et ROZIERES EN BEAUCE

Le Préfet du Loiret
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la Directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000,
Vu le Code de l'Environnement, notamment le Livre I et le Titre I du Livre II, partie législative et le titre 1^{er} du livre II de la partie réglementaire,
Vu le Code Rural, et notamment son Livre Ier et son Livre II nouveau,
Vu le Code de la Santé publique, notamment les articles R.1416-1 et suivants,
Vu Le Code Général des Collectivités territoriales,
Vu la loi du 29 décembre 1892 modifiée relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics,
Vu la loi 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
Vu le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 modifié relatif à l'exercice de la Police des eaux,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
Vu l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R214-1 du Code de l'Environnement,
Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Loire Bretagne,
Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les services dans le domaine de la police et de la gestion de l'eau dans le département du Loiret,
Vu l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 déclarant d'intérêt général et autorisant au titre de la législation sur l'eau les opérations du programme pluriannuel d'entretien et de restauration des cours d'eau du bassin des Mauves,
Vu la demande de prolongation de délais présentée le 2 septembre 2015 par le Syndicat Mixte du Bassin des Mauves et de ses Affluents,
Vu le rapport de la Direction Départementale des Territoires du Loiret en date du 8 octobre 2015,
Vu la notification à l'intéressé de la date de réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et des propositions du Directeur Départemental des Territoires,

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 29 octobre 2015,

Vu la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

Considérant que la demande de report de délai pour mettre en œuvre le programme pluriannuel d'entretien et de restauration des cours d'eau du bassin des Mauves ne constitue pas une modification remettant en cause la protection des éléments mentionnées à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement,

Considérant que les travaux restant à effectuer contribuent à l'atteinte du bon état écologique fixé par la Directive Cadre sur l'Eau,

Sur proposition de la Directrice Départementale des Territoires du Loiret,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Nature de la modification au projet initial

La durée de validité indiquée à l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 déclarant d'intérêt général et autorisant au titre de la législation sur l'eau les opérations du programme pluriannuel d'entretien et de restauration des cours d'eau du bassin des Mauves est prolongée jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 : Dispositions applicables

A l'exception des modifications signifiées ci-dessus, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 restent inchangées et doivent donc être respectées.

Article 3 : Publication et information des tiers

1) Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et mis à la disposition du public sur le site Internet de la Préfecture pour une durée minimale d'un an.

Une copie en est déposée aux mairies de BACCON, BAULE, COULMIERS, HUISSEAU SUR MAUVES, LE BARDON, MEUNG SUR LOIRE et ROZIERES EN BEAUCE et peut y être consultée.

2) Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis, est affiché pendant une durée minimum d'un mois en mairies ; un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins des maires.

3) Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département du Loiret.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le maire des communes de BACCON, BAULE, COULMIERS, HUISSEAU SUR MAUVES, LE BARDON, MEUNG SUR LOIRE et ROZIERES EN BEAUCE, la Directrice Départementale des Territoires du Loiret sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le 30 novembre 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation,

Signé : Hervé JONATHAN

Procédure Loi sur l'eau

- RECOURS ADMINISTRATIF

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, le pétitionnaire peut présenter :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret, Service de la Coordination Interministérielle, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,

OU

- un recours hiérarchique, adressé à Mme le Ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie - Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature - Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Tour Pascal A et B, 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne cours qu'à compter de la date de rejet implicite ou explicite de l'un de ces recours.

- RECOURS CONTENTIEUX

Conformément à l'article L214-10 du Code de l'Environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS dans les conditions prévues à l'article L. 514-6, à savoir :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.